

L'éducation comme exercice de la responsabilité et transmetteur d'espérance

Didier Minot a 62 ans. Il est ingénieur agronome, ancien chargé de mission à la DATAR, ancien directeur de l'école des territoires jusqu'en 2003, et aujourd'hui président de RECIT (Réseau des Écoles de citoyens.).

Quelle responsabilité ?

À titre personnel, le souci du long terme est très important pour Didier. Essayer de savoir dans quel monde habiteront ses petits enfants lui semble crucial. Le fait d'élever des enfants, une relation affective durable, des amis dans la durée introduit nécessairement dans le temps long.

Le souci de transmettre à ses enfants les valeurs qui le font vivre l'ont amené à prendre conscience, il y a une vingtaine d'années, de l'importance d'une présence aux plus proches alors que depuis 15 ans il ne plaçait son espérance, et son énergie, que dans la transformation politique. Cela lui a fait relativiser l'importance du tout politique comme raison de vivre. Les relations interpersonnelles sont aussi importantes qu'une action sur des millions de personnes.

On est déjà dans une logique de responsabilité collective quand on prend conscience qu'on transmet quoi qu'on fasse un patrimoine culturel et humain. La responsabilité est en lien avec la maîtrise des passions, la reconnaissance des différences, mais aussi la recherche des convergences fondées sur notre commune humanité.

Comment juger l'étendue de notre responsabilité ? D'une part on peut dire que notre action individuelle ou collective est minime, insignifiante, quelle que soit sa fonction. Mais en même temps le monde n'est fait que de la somme des actions de chacun, et c'est l'ensemble de ces initiatives qui transforme le monde. De ce fait, chaque acte posé, même dans notre vie quotidienne, a un enjeu global. "Plus nous prenons conscience de la portée globale de nos actes, plus nous acquérons la possibilité d'agir en cohérence avec nos valeurs (ce qui est pour nous l'essentiel). Mais c'est plus facile à dire qu'à faire".

La responsabilité de transmettre.

Pour illustrer cette question Didier cite un exemple : une jeune femme travaille avec lui dans le cadre de RECIT, et elle garde des enfants tous les soirs. Leurs parents ne les voient pratiquement pas. A leur retour, tard le soir, leur seule préoccupation est de savoir où en sont les devoirs de leurs enfants. Ils sont complètement aliénés par des valeurs de compétition. Or, la transmission des valeurs intervient dans la famille dès l'enfance, à l'école avec des enseignants et ce sont l'ensemble de ces interactions qui permettent la construction du système de valeurs des enfants. Avec de telles attitudes, de plus en plus répandues, nous fabriquons une société qui perd ses valeurs humaines et ne transmet que la compétition.

La transmission de la capacité d'être responsable suppose une attention, une écoute et une présence à chacun qui prennent aujourd'hui autant d'importance dans sa vie que le combat collectif pour un monde meilleur.

L'urgence d'une plus grande responsabilité vis-à-vis de la planète

Agir est plus que jamais nécessaire car la situation actuelle est grave. On observe aujourd'hui un retour en arrière. Le monde a changé. Pourquoi ?

Les mutations technologiques viennent d'une triple révolution de l'information, des transports et des matériaux nouveaux. Utilisées pour le développement humain, elles auraient pu

conduire à d'énormes progrès dans la situation de l'humanité. Mises au service du profit de quelques uns, elles permettent aujourd'hui aux forces économiques et financières dominantes de s'affranchir des lois nationales et de transformer les sociétés en fonction de leurs intérêts. On en revient à des formes sauvages de capitalisme naissant au 19e siècle. Les gestionnaires des fonds financiers, qui gouvernent la planète, s'estiment irresponsables des situations de misère et d'injustice qui se multiplient. Les théoriciens néolibéraux, suivis par la majorité des élites économiques, politiques et médiatiques, font prévaloir une conception de l'homme réductrice, estimant que celui-ci n'est animé que par des calculs d'intérêt. Il suffit d'ajouter quelques lettres au nom de ce «capitalisme total » (selon le titre de Jean Peyrelevade) pour le décrire tel qu'il est : un nouveau totalitarisme.

Notre responsabilité est de multiplier ces actions de résistances face à cette idéologie.

Responsabilité et espérance

La responsabilité seule ne suffit pas. Il est nécessaire de conjuguer le principe de la responsabilité et le principe d'espérance, avec l'espoir de changer le monde par des moyens pacifiques. L'espérance ne se situe pas seulement dans l'utopie. Pour qui tourne son regard vers les réalités du terrain, il est manifeste que beaucoup résistent déjà : partout dans le monde, sur chaque territoire, des centaines d'actions sont porteuses aujourd'hui d'une autre conception du monde et d'un dépassement de la situation actuelle. De plus en plus de personnes inventent des solutions aux problèmes les plus graves, créent des espaces de convivialité et d'échanges. S'il n'y avait pas cette volonté, depuis longtemps nous serions tous formatés !

Rendre visible ces actions, leur donner toute leur signification et les relier est un combat essentiel aujourd'hui, car la victoire provisoire du néolibéralisme est d'abord une victoire idéologique, liée à la puissance des médias. La majeure partie des citoyens se fait imposer une vision du monde par la propagande et la manipulation. Il est possible de délégitimer cette vision du monde en montrant qu'un autre monde possible. Ce monde est à venir (avenir) mais il est déjà là. Il est réaliste et responsable d'espérer.

Le travail de RECIT (réseau des écoles de citoyens)

Avec RECIT nous travaillons déjà dans ce sens. RECIT se propose de réfléchir à la question "comment chacun peut être acteur de sa propre vie et citoyen dans mon solidaire ?" Ce projet a vu le jour à Porto Allègre en 2002. Nous sommes dits avec une trentaine de membres fondateurs que l'éducation est à terme une réponse essentielle aux problèmes du monde. Le réseau a grandi très vite : il touche aujourd'hui 2600 personnes, multiplier les échanges d'expériences et les réflexions communes, en s'appuyant sur les pratiques. Des rencontres de l'éducation citoyenne ont récemment réuni 500 personnes à Toulouse. Ces échanges montrent qu'il existe une pédagogie de la responsabilité, une progressivité.

Permettre à chacun de devenir concitoyen c'est-à-dire coresponsable l'avenir de la cité

Par exemple autour de la question "Comment permettre à un habitant de devenir citoyen ?", on discerne trois étapes : la 1^{ère} étape est de devenir actif, et non des consommateurs passifs, en proposant à chacun de réaliser un de ses désirs, même individuel. La 2^{ème} étape est d'aider à prendre conscience de la nécessité d'agir ensemble, solidairement, en agissant sur les causes des problèmes qu'on rencontre. La troisième étape permet de devenir créatif en conjuguant nos différences pour créer du neuf, tout en cherchant les convergences de nos raisons d'agir, qui en dernière analyse nous ramènent à notre commune humanité. Ce chemin est essentiel, même à une échelle très réduite, car une fois qu'il est parcouru il est très facile de passer du local à l'international.

Permettre à chacun de comprendre le monde

RECIT se pose aussi la question : « comment permettra chacun de mieux comprendre le monde qui nous entoure ? » pour cela, chacun doit disposer d'une information objective, sérieuse et accessible qui lui permette de se faire sa propre opinion des choses. La responsabilité des médias est de vérifier l'effet, de les mettre en perspective en rappelant leur enchaînement est en proposant une analyse, de parler des réalités positives au lieu de se limiter au sensationnel qui fait vendre et les valeurs d'individualisme et de compétition. Dans l'état actuel des choses, on ne peut pas laisser aux médias le monopole de l'information. Chacun de nous est responsables de l'État de l'opinion, en se taisant ou en s'exprimant autour de lui et en participant à la diffusion d'une information réflexive.

Point de vue sur la Charte des Responsabilités Humaines

Didier pense que la charte des responsabilités humaines ne doit pas se positionner comme un texte alternatif aux Déclarations des Droits humains universellement reconnues, notamment celle de 1948, et à la charte des Nations Unies et tous les travaux des Nations Unies sur le développement, la paix, le travail, l'enfance, etc.... Ce sont des points d'appui très importants, toujours d'actualité. Il faut dénoncer clairement des textes comme le Traité de Marrakech (1994) et des pratiques qui ignorent ces acquis, les remettent en cause et font faire à l'humanité un dramatique pas en arrière.

Le débat autour de la charte des responsabilités humaines doit permettre d'enrichir et de prolonger ces acquis. Il y a un réel besoin de poser de nouveaux principes qui doivent s'ajouter à ceux existants déjà.

Enfin, il est nécessaire de comparer l'application des principes et la réalité des rapports sociaux, économiques, culturels dans le monde. Notre premier besoin est un besoin de cohérence entre le dire et le faire. Les instances officielles sont souvent amenées à faire le silence sur des situations intolérables parce que les relations diplomatiques, les rapports de forces entre États, les possibilités de rétorsion des forces économiques dominantes leur interdisent de parler librement. Il appartient aux forces libres (ONG, Fondations) de parler librement et de dire tout haut ce que chacun pense tout bas. Il serait opportun que la charte en tant que pré-texte puisse élargir le débat sur ces principes en incluant la vision de la réalité des populations, et en s'appuyant sur les pratiques et les luttes actuelles et conduise à réaffirmer la force des acquis communs de la communauté internationale et à les enrichir.

Personne interrogée : Didier MINOT

Date de l'interview : 27 septembre 2005

Mots-clés : Citoyenneté / responsabilité / Charte des responsabilités Humaines / France/ Education/valeurs/

Auteur de la fiche : Nacéra Aknak Khan – Culture XXI <nacera@alliance21.org>

